

Gene Sharp

DE LA DICTATURE À LA DÉMOCRATIE

Un cadre conceptuel pour la libération

Du document original “FDTD_French.pdf”

Réduction des 115 pages du texte à 34, suivi de l'annexe complète des méthodes pour y arriver.

Nous vous recommandons bien sûr la lecture complète, mais cette réduction est pour permettre aux feignants, occupés, hommes d'affaires, femmes débordées... de pouvoir se faire une idée de la justesse et du fourmillement de propositions de cet ouvrage.

<https://www.lesnouveauxdissidents.org/>

https://www.aeinstein.org/wp-content/uploads/2013/09/FDTD_French.pdf

Aujourd'hui, nous voulons à nouveau célébrer la mémoire de cet homme qui a consacré sa vie d'intellectuel à théoriser les stratégies de la lutte non-violente contre les pouvoirs autoritaires (“des stratégies conçues pour gagner et non seulement pour résister”).

La meilleure façon de donner une idée de la portée de son œuvre consiste certainement à donner quelques extraits de son ouvrage *De la dictature à la démocratie* (qui est disponible sur Internet, grâce à l'Albert Einstein Institution et à L'École de la Paix de Grenoble : https://www.aeinstein.org/wp-content/uploads/2013/09/FDTD_French.pdf).

Un peu de lecture :

L'obligation de lutter

« Lorsque les enjeux sont fondamentaux, qu'ils affectent des principes religieux, des libertés humaines ou le développement futur de toute la société, les négociations ne peuvent pas trouver une solution acceptable. Sur des questions fondamentales, il n'y a pas de compromis possible. Seul un changement radical des relations de pouvoir en

faveur des démocrates peut assurer la sauvegarde des enjeux fondamentaux. Un tel changement s'obtiendra par la lutte et non par des négociations. »

La défiance politique

« Quelle sont donc les voies suffisamment sûres qui peuvent s'offrir à une résistance démocratique pour aggraver les faiblesses des dictatures (...) ? La réponse est la défiance politique. Elle a les caractéristiques suivantes :

- Elle ne s'engage en aucun cas dans les domaines de lutte choisis par le pouvoir dictatorial.
- Elle est difficile à combattre par le régime.
- Elle seule peut aggraver les faiblesses de la dictature et peut couper les sources de son pouvoir.
- Son action peut être soit largement dispersée, soit concentrée sur un objectif spécifique.
- Elle conduit le dictateur à des erreurs de jugement et d'action.
- Pour mettre fin à la domination brutale de quelques-uns, elle peut, dans le combat, mobiliser efficacement toute la population et les groupes et institutions de la société.
- Elle contribue à décentraliser le pouvoir dans la société, préparant ainsi l'établissement durable d'une société plus démocratique. »
- **« L'histoire nous montre que si la défiance politique entraîne des morts et des blessés, elle fait beaucoup moins de victimes que la résistance armée. »**

La non-violence : une arme

« **La lutte non-violente est un moyen beaucoup plus complexe et multiforme.** Son arsenal inclut des armes de nature psychologique, sociale, économique et politique qui sont maniées par la population et les institutions sociales. On parle de protestations, de grèves, de non-coopération, de boycotts, de désaffection ou de pouvoir du peuple. Elles s'appuient sur ce besoin vital des gouvernements de disposer de la coopération, de la soumission et de l'obéissance de la population et des institutions sociales. La défiance politique, contrairement à la violence, sert justement à tarir ces sources de leur pouvoir. »

« **Près de 200 méthodes spécifiques d'action non-violente ont été identifiées** et il y en a certainement d'autres. Elles sont classées en trois larges catégories : la protestation et la persuasion, la non-coopération, et l'intervention... »

« Pour assurer le succès de la défiance politique contre une dictature, il est essentiel que la population saisisse la notion de non-coopération. (...) l'idée de base est simple : si un nombre suffisant de subordonnés refusent de coopérer pendant suffisamment longtemps malgré la répression, le système oppressif s'affaiblit et, finalement, s'effondre.»

Comment renverser une dictature ?

« **Pour renverser une dictature** efficacement et au moindre coût, il est impératif de travailler à quatre tâches :

- Renforcer la détermination de la population opprimée et sa confiance en elle-même, et améliorer ses compétences pour résister ;
- Fortifier les groupes sociaux indépendants et les institutions qui structurent la population opprimée ;
- Créer une puissante force de résistance interne ;
- Développer un plan stratégique global de libération judicieux et le mettre en œuvre avec compétence. »

Ne pas rêver

« **Il ne faut pas croire que la chute d'une dictature signifiera l'apparition immédiate d'une société idéale.** »

Gene Sharp

Institution Albert Einstein 6 octobre 1993 Boston, Massachusetts

Les connaissances relatives aux politiques de terreur des régimes communistes de plusieurs pays m'ont plus souvent été apportées par des livres que par des contacts personnels. La politique de terreur exercée par ces systèmes m'apparaît spécialement poignante, étant donné que ces politiques furent imposées au nom de la libération de l'oppression et de l'exploitation.

Au cours des dernières décennies, lors de visites de personnes venant de pays dictatoriaux, comme le Panama, la Pologne, le Chili, le Tibet, et la Birmanie, les réalités quotidiennes des dictatures devinrent pour moi plus prégnantes.

J'ai tenté de réfléchir soigneusement aux solutions les plus efficaces pour désintégrer les dictatures au moindre coût en termes de souffrances et de vies humaines. Pour cela, j'ai, pendant plusieurs années, étudié et tiré les enseignements des dictatures, des mouvements de résistance, des révolutions, de la pensée politique, des systèmes de gouvernement et porté une grande attention aux luttes non-violentes réalistes. Ce livre est le résultat.

Federico Mayor

Président de la Fondation Culture de Paix Ancien DG de l'UNESCO

Nous avons les diagnostics, le temps d'agir à temps est arrivé. Temps de surmonter l'inertie, de ne plus s'obstiner à vouloir résoudre les défis présents avec des formules valables hier. Il y a, certes, plusieurs solutions disponibles, mais un avenir respectueux des Droits de l'Homme, du partage, de la pleine solidarité... requiert de découvrir des chemins nouveaux vers l'avenir, de dévoiler des réalités encore cachées ou déguisées aujourd'hui, d'inventer le futur pour garantir l'égalité de tous les êtres humains.

Il est temps de dire à ceux qui ne le savent pas encore, qu'il y a aujourd'hui des méthodes non seulement plus modernes mais surtout plus efficaces, qui font appel à l'intelligence, au réalisme et à la préparation. Il s'agit de véritables stratégies, conçues pour gagner et non seulement pour résister ; cela change tout.

FAIRE FACE AVEC RÉALISME AUX DICTATURES

De plus, des mouvements de défiance politique¹ massifs se sont développés en Chine, en Birmanie et au Tibet ces dernières années.

Dans des cas extrêmes, les institutions sociales, politiques, économiques et même religieuses de la société – hors du contrôle de l'État – ont été délibérément affaiblies, subordonnées et même remplacées par de nouvelles institutions inféodées à l'État ou au parti en place afin de contrôler la société. La population a souvent été atomisée, c'est-à-dire transformée en une masse d'individus isolés, incapables de travailler ensemble pour développer des libertés, une confiance mutuelle ou même de faire quoi que ce soit de leur propre initiative.

Le résultat est prévisible : la population s'affaiblit, n'a plus confiance en elle-même et se trouve incapable de résister. Les gens ont souvent trop peur de partager leur haine de la dictature et leur soif de liberté, même en famille et entre amis. Ils sont terrifiés à l'idée même de résistance publique. À quoi cela servirait-il ? Au lieu de cela ils vivent une souffrance sans but et envisagent l'avenir sans espoir.

Les barrières légales et constitutionnelles, les décisions judiciaires et l'opinion publique sont généralement ignorées des dictateurs. Quelle que soit la valeur de l'option violente, une chose est certaine : en plaçant sa confiance dans les moyens violents, on choisit le type même de lutte dans lequel les oppresseurs ont presque toujours la supériorité. Les dictateurs sont équipés pour appliquer une violence insurmontable. Aussi long-temps que les démocrates résistent, de dures réalités militaires sont inévitables.

¹ La « défiance politique » est le combat nonviolent – protestation, non-coopération et intervention – appliqué de manière active sous forme de défi dans un but politique. Le terme s'est développé en réponse aux confusions faites entre le combat nonviolent et la «nonviolence» pacifiste, morale ou religieuse. « Défiance » signifie une sommation délibérée à l'autorité par la désobéissance, ne laissant aucune place à la soumission. « La défiance politique » indique le domaine (politique) dans lequel on se trouve ainsi que l'objectif (pouvoir politique). Le terme est utilisé principalement pour décrire l'action de populations contre une dictature pour reprendre le contrôle des institutions gouvernementales en attaquant durement les sources de son pouvoir, et en utilisant délibérément un planning et des opérations stratégiques. Dans ce document, nous utiliserons de manière interchangeable « défiance politique », « résistance non-violente », « lutte non-violente » et « combat nonviolent » bien que les trois derniers correspondent généralement à un domaine plus large (social, économique, psychologique, etc.).

Quant aux élections, il n'en est pas question sous une dictature : elles ne sont pas un instrument efficace de changement politique. Certains régimes dictatoriaux, comme ceux du bloc de l'Est sous contrôle soviétique, firent des parodies d'élections pour paraître démocratiques.

Souvent les peuples opprimés manquent de volonté et sont temporairement incapables de lutter, car ils n'ont aucune confiance en leur capacité de faire face à une dictature brutale et ne voient aucun moyen de s'en sortir. On comprend donc qu'ils placent leurs espoirs de libération en des entités tierces, en une force extérieure qui peut être « l'opinion publique », les Nations Unies, un autre pays, ou encore des sanctions économiques et politiques internationales. Une telle vision est confortable, mais elle pose de sérieux problèmes. Cette confiance accordée à une puissance extérieure peut être très mal placée. Le plus souvent aucun sauveur étranger ne se présente, et si l'un d'eux le fait, on ne devrait probablement pas lui faire confiance.

Faire face à la dure vérité

La conclusion est difficile à accepter. Pour renverser une dictature efficacement et au moindre coût, il est impératif de travailler à quatre tâches :

- Renforcer la détermination de la population opprimée et sa confiance en elle-même, et améliorer ses compétences pour résister ;
- Fortifier les groupes sociaux indépendants et les institutions qui structurent la population opprimée ;
- Créer une puissante force de résistance interne ;
- Développer un plan stratégique global de libération judicieux et le mettre en œuvre avec compétence.

Une lutte de libération est un temps d'affermissement de la confiance en soi et de renforcement de la cohérence interne des groupes combattants. En 1879 et 1880, lors de la campagne irlandaise de grève des loyers, Charles Stewart Parnell professait :

« Il est inutile de compter sur le gouvernement... vous ne devez compter que sur votre propre détermination... Aidez vous en vous soutenant les uns les autres... fortifiez ceux qui, parmi vous, sont faibles... unissez vous, organisez vous... et vous gagnerez... Une fois que vous aurez pris cette question en main, c'est à ce moment-là, et pas avant, qu'elle sera résolue. »

Quand la dictature doit faire face à une force solide, sûre d'elle-même, dotée d'une stratégie intelligente, avec des actions disciplinées, courageuses et vraiment puissantes, elle finira par s'écrouler. Mais, au minimum, les quatre conditions énumérées ci-dessus devront être remplies.

DEUX

LES DANGERS DE LA NÉGOCIATION

Certains peuples, ne voyant aucune possibilité d'aller vers la démocratie, concluent qu'ils doivent composer avec cette dictature apparemment indestructible, en espérant que, grâce à la « conciliation », au « compromis » et aux « négociations », il sera possible de sauver quelques éléments positifs et de mettre fin aux brutalités.

Lorsque les enjeux sont fondamentaux, qu'ils affectent des principes religieux, des libertés humaines ou le développement futur de toute la société, les négociations ne peuvent pas trouver une solution acceptable. Sur des questions fondamentales, il n'y a pas de compromis possible. Seul un changement radical des relations de pouvoir en faveur des démocrates peut assurer la sauvegarde des enjeux fondamentaux.

Les démocrates doivent se méfier des pièges qui peuvent leur être tendus par les dictateurs au cours du processus de négociation.² L'ouverture de négociations alors que des questions fondamentales de libertés civiles sont en jeu peut n'être qu'une ruse du dictateur visant à obtenir la paix ou la soumission des opposants alors que la violence de la dictature se perpétue. Dans ce type de conflit, la seule négociation envisageable est celle qui se tient à la fin d'une lutte décisive, lorsque le dictateur est aux abois et qu'il cherche un couloir de sécurité pour se rendre à un aéroport international.

« Négociateur » ne signifie pas s'asseoir à une table³ et discuter sur un pied d'égalité pour résoudre des différends. N'oublions pas deux choses : d'abord, lors des négociations, ce n'est pas la justice relative des positions et des objectifs des uns et des autres qui détermine le point d'entente. Deuxièmement, le contenu d'un accord négocié est largement déterminé par le rapport de pouvoir entre les parties en présence.

Si les démocrates acceptent d'arrêter leur résistance afin de gagner un sursis devant la répression, ils peuvent se retrouver fort déçus. Une halte à la résistance réduit

² Cela ne vous rappelle pas la convention citoyenne ? Tout sera appliqué sans filtre ? Ou encore le grand débat, après les Gilets Jaunes ?

³ Cela ne vous rappelle rien ? On n'entend que cette expression dans la bouche des politiques "Il faut s'asseoir à la table et... bla bla bla".

rarement la répression. « Car le tyran ne tire son pouvoir de nuisance que des faiblesses de notre résistance, » a écrit Krishnalal Shridharani.⁴

C'est la résistance et non pas la négociation qui compte dans les conflits dont les enjeux sont fondamentaux. Le succès est le plus souvent déterminé non pas par un accord, mais par l'usage des moyens de résistance les plus appropriés et les plus puissants disponibles : la défiance politique, ou la lutte non-violente, est le moyen disponible le plus puissant à disposition de ceux qui militent pour leur liberté.

Quel genre de paix ?

La soumission passive à l'oppression cruelle de dictateurs, à un despote ayant fait subir des atrocités à des centaines de milliers de personnes ne correspond pas à la paix véritable. Hitler évoquait souvent la paix et cela signifiait soumission à sa volonté.

Des démocrates ou des spécialistes étrangers participant aux négociations peuvent, d'un seul coup, fournir au dictateur la légitimité (intérieure ou internationale) qui lui était refusée du fait de sa position monopolistique dans l'État, de ses violations des Droits de l'Homme et de sa brutalité. Sans cette légitimité désespérément nécessaire, les dictateurs ne peuvent pas continuer à régner indéfiniment. Les acteurs de la paix ne doivent pas la leur fournir.

Raisons d'espérer

Les dictatures ne sont pas éternelles. Ceux qui les subissent n'ont pas à rester toujours faibles, et il ne faut pas que les dictateurs restent toujours forts. Aristote remarquait déjà : «... Oligarchie et tyrannie ont une durée plus brève que n'importe quelle autre constitution, [...] la plupart des tyrannies n'ont jamais eu qu'une durée extrêmement brève. »⁵

L'histoire récente démontre la vulnérabilité des dictatures et révèle qu'elles peuvent s'effondrer en un temps très court : s'il fallut dix ans (1980-1990) pour voir tomber la dictature communiste en Pologne, en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie en 1989 il a suffi de quelques semaines.

L'idée toute faite et ancienne, selon laquelle les moyens violents opèrent toujours rapidement alors que les moyens non-violents demandent du temps et de la patience n'est pas valide. Bien qu'il faille du temps pour changer profondément la situation et la société, le combat nonviolent lui-même contre la dictature peut se passer relativement

⁴ Krishnalal Shridharani, *War Without Violence: A Study of Gandhi's Method and Its Accomplishments* (New York: Harcourt, Brace, 1939, et ré-impression New York and London: Garland Publishing, 1972), p. 260.

⁵ Aristote, *La Politique*. Paris, Éditions Vrin (1995), ou Paris, Éditions Garnier-Flammarion.

vite. Il existe une autre solution pour ceux qui veulent la paix *et* la liberté : la défiance politique.

TROIS

D'OÙ VIENT LE POUVOIR ?

Quelle sorte de pouvoir l'opposition démocratique peut-elle mobiliser pour réussir à détruire une dictature et ses vastes réseaux militaires et policiers ?

La fable du « Maître singe »

Une parabole chinoise de Liu-Ji, datant du XIV^e siècle, illustre bien cette lecture négligée du pouvoir politique⁶. Yu-zu-li conclut : « Certains hommes, dans le monde, dominant leur peuple par l'imposture et non pas par la justice. Ne sont-ils pas comme le Maître singe ? Ils ne se rendent pas compte de leur confusion d'esprit. Dès que leur peuple comprend la chose, leurs ruses ne fonctionnent plus. »

Les sources indispensables du pouvoir politique

Le principe est simple. Les dictateurs ont besoin de l'aide de ceux qu'ils gouvernent. Sans eux, ils ne peuvent assurer et maintenir les sources de leur pouvoir politique. Ces sources du pouvoir politique comprennent :

- L'autorité, la conviction, répandue dans le peuple, que le régime est légitime et que lui obéir est un devoir moral ;
- Les ressources humaines, le nombre et l'importance des personnes et groupes qui obéissent, coopèrent, ou apportent leur assistance au souverain ;
- Les compétences et connaissances, nécessaires au régime pour accomplir certaines tâches et fournies par des personnes ou des groupes coopérants ;
- Des facteurs intangibles, facteurs psychologiques et idéologiques qui amènent les peuples à obéir et assister les dominants ;
- Les ressources matérielles, c'est à dire la capacité des dirigeants à contrôler ou accéder à la propriété, aux ressources naturelles, aux moyens financiers, au système économique et aux moyens de communication et de transport ;

⁶ Cette histoire, « La règle par la ruse », vient de *Yu-li-zi* pseudonyme de Liu Ji (1311-1375).

- Les sanctions, punitions, brandies ou appliquées, contre ceux qui désobéissent ou refusent de coopérer, afin d'assurer la soumission et la coopération nécessaires au régime pour exister et mener ses politiques.

Naturellement, les dictateurs sont sensibles aux actions et idées qui menacent leur liberté d'action. Ils sont donc susceptibles de menacer et de punir ceux qui désobéissent, font grève ou n'acceptent pas de coopérer. Mais cela ne résout pas leur problème. La répression et même les brutalités ne mènent pas toujours au rétablissement de la soumission et de la coopération nécessaires au fonctionnement du régime.

Si, malgré la répression, les sources du pouvoir peuvent être restreintes ou supprimées pendant une période suffisante, cela peut conduire à l'incertitude et à la confusion à l'intérieur même de la dictature. Il s'ensuivra probablement un net affaiblissement du pouvoir de la dictature. À la longue, la captation des sources de pouvoir peut mener à la paralysie et à l'impuissance du régime et, dans des cas sérieux, à sa désintégration. Le pouvoir du dictateur s'éteindra, lentement ou rapidement, par « famine politique ».

Il s'ensuit que, dans quelque gouvernement que ce soit, le degré de liberté ou de tyrannie reflète la détermination des sujets à être libres, ainsi que leur volonté et leur capacité à résister à l'asservissement.

Contrairement à l'opinion générale, même les dictatures totalitaires sont dépendantes de la population et des sociétés qu'ils gouvernent. Comme le notait en 1953 le spécialiste allemand en sciences politiques Karl W. Deutsch⁷ :

« Le pouvoir totalitaire n'est fort que s'il ne doit pas être utilisé trop souvent. S'il doit être constamment exercé sur l'ensemble de la population, il est vraisemblable qu'il ne durera pas longtemps. Étant donné que les régimes totalitaires exigent, pour traiter avec leurs sujets, plus d'énergie que les autres formes de gouvernement, ils ont un plus grand besoin de s'appuyer sur des habitudes de docilité répandues et fiables ; plus encore, ils doivent pouvoir compter en cas de besoin sur le soutien actif d'une part majeure de la population. »

Machiavel disait que le prince « ... qui a l'ensemble de sa population pour ennemi ne sera jamais en sécurité ; plus grande est sa cruauté, plus faible devient son régime. »⁸

⁷ Karl W. Deutsch, "Cracks in the Monolith (Fêlures dans le monolithe)" dans Carl J. Friedrich, ed. *Totalitarianism* (Cam-bridge, Mass.: Harvard University Press, 1954), pp. 313-314.

⁸ Nicolas Machiavel, "The Discourses on the First Ten Books of Livy", dans *The Discourses of Niccolò Machiavelli* (London: Routledge and Kegan Paul, 1950), Vol. I, p. 254. Voir *Discours sur la première décade de Tite Live*. Paris, Champs Flammarion, 1985, pour l'édition française.

Trois des facteurs les plus importants qui permettent de déterminer le degré de contrôle d'un pouvoir gouvernemental sont : (1) la *volonté* du peuple d'imposer des limites à la puissance du gouvernement ; (2) la *capacité* des organisations et institutions indépendantes à retirer collectivement les sources du pouvoir ; et (3) *l'habileté* de la population à refuser son consentement et son assistance.

Les centres du pouvoir démocratique

L'une des caractéristiques des sociétés démocratiques est qu'il y existe, indépendamment de l'État, une multitude de groupes et d'institutions non gouvernementales. Ce sont, par exemple, les familles, les organisations religieuses, les associations culturelles, les clubs sportifs, les institutions économiques, les syndicats, les associations d'étudiants, les partis politiques, les communautés villageoises, les associations de quartier, les clubs de jardinage, les associations de défense des Droits de l'Homme, les groupes de musique, les sociétés littéraires, etc.

Elles ont une grande utilité politique. Elles structurent les groupes et les institutions, et des individus isolés, qui ne sont pas membres de tels groupes, n'ont généralement pas la capacité d'exercer une pression significative sur la société, encore moins sur le gouvernement, et certainement pas sur une dictature. Par conséquent, si l'autonomie et la liberté de ces entités peuvent être limitées par les dictateurs, la population sera relativement impuissante.

Leur indépendance et leur croissance sont un pré requis au succès des luttes de libération.

Ces perspectives sur le pouvoir montrent néanmoins que désintégrer délibérément des dictatures est possible. Elles ont des caractéristiques particulières qui les rendent hautement vulnérables à une campagne de défiance politique bien menée. Examinons-les plus en détail.

QUATRE

LES FAIBLESSES DES DICTATURES

Le sentiment d'impuissance face à l'invulnérabilité du système rend improbable l'émergence d'une opposition efficace. Mais ceci ne suffit pas, il faut aller plus loin.

Le talon d'Achille

Alors qu'il était enfant, la mère d'Achille l'avait trempé dans les eaux de la rivière magique Styx. Il était de ce fait protégé de tous les dangers. Il avait toutefois une faille : l'enfant était tenu par le talon pour ne pas être emporté par le courant, l'eau magique n'avait pas recouvert cette petite partie de son corps !

Les faiblesses des dictatures

Parmi les points faibles des dictatures, on trouve les suivants :

1. La coopération d'une multitude de gens, de groupes et d'institutions nécessaires au fonctionnement du pays peut être diminuée ou supprimée.
2. Les exigences et les effets des politiques antérieures du régime peuvent limiter quelque peu sa capacité à s'engager de nouveau dans des politiques conflictuelles.
3. Le système peut s'installer dans la routine et perdre sa capacité à s'adapter rapidement à de nouvelles situations.
4. Le personnel et les ressources qui sont affectés à des tâches existantes peuvent avoir du mal à se rendre disponibles pour de nouveaux besoins.
5. Par crainte de déplaire à leurs supérieurs, des subordonnés peuvent ne pas rapporter les informations précises ou complètes dont les dictateurs ont besoin pour prendre des décisions.
6. L'idéologie peut s'éroder, les mythes et symboles du système peuvent devenir instables.
7. S'il existe une idéologie forte qui influence la perception de la réalité, le fait de s'y attacher trop fermement peut causer une inattention à la situation ou aux besoins réels.

8. La détérioration de l'efficacité et de la compétence de la bureaucratie, ou des contrôles et règlements excessifs, peut rendre inefficaces les politiques et les opérations du système.
9. Des conflits institutionnels internes, des rivalités ou hostilités personnelles peuvent nuire au fonctionnement de la dictature ou même la déstructurer.
10. Les intellectuels et les étudiants peuvent perdre patience en raison des exigences de la dictature, des restrictions, du dogmatisme et de la répression.
11. Le public en général risque, au fil du temps, de devenir indifférent, sceptique, ou même hostile à l'égard du régime.
12. Les différences de classes, régionales, nationales ou culturelles peuvent s'exacerber.
13. La hiérarchie d'une dictature est toujours quelque peu – et même parfois très fortement – instable. Les individus ne restent pas au même niveau, ils peuvent monter ou descendre des échelons ou même être complètement écartés et remplacés.
14. Des sections de la police ou des forces militaires peuvent profiter de situations pour atteindre leurs propres objectifs, même contre la volonté du dictateur en place, y compris par un coup d'État.
15. Si la dictature est récente, elle a besoin de temps pour devenir stable.
16. Avec tant de décisions prises par si peu de personnes, les dictatures sont exposées aux erreurs de jugements, de politiques et d'actions.
17. Si, pour éviter ces dangers, le régime décentralise les contrôles et les pouvoirs de décision, il perd de sa maîtrise sur les leviers centraux du pouvoir.

Attaquer des faiblesses des dictatures

La conclusion est claire : malgré leur force apparente, toutes les dictatures ont des faiblesses, des inefficacités internes, des rivalités personnelles, des inefficacités institutionnelles et des conflits entre organisations et services.

Les types de luttes qui visent les faiblesses identifiables des dictatures ont plus de chances de réussir que celles qui les attaquent dans les domaines où elles sont les plus fortes. La question est de savoir *comment* entreprendre la lutte.

L'EXERCICE DU POUVOIR

Au premier chapitre, nous avons noté que la résistance armée ne frappe pas le point faible des dictatures, mais, au contraire, leur point fort.

Au second chapitre, nous avons examiné les pièges de la négociation comme moyen de supprimer les dictatures.

Quelles sont donc les voies suffisamment sûres qui peuvent s'offrir à une résistance démocratique pour aggraver les faiblesses des dictatures que nous avons identifiées ? Quelle technique d'action peut mettre en œuvre la théorie du pouvoir politique exposée au chapitre trois ? La réponse est la défiance politique.

Elle a les caractéristiques suivantes :

- Elle ne s'engage en aucun cas dans les domaines de lutte choisis par le pouvoir dictatorial.
- Elle est difficile à combattre par le régime.
- Elle seule peut aggraver les faiblesses de la dictature et peut couper les sources de son pouvoir.
- Son action peut être soit largement dispersée, soit concentrée sur un objectif spécifique.
- Elle conduit le dictateur à des erreurs de jugement et d'action.
- Pour mettre fin à la domination brutale de quelques-uns, elle peut, dans le combat, mobiliser efficacement toute la population et les groupes et institutions de la société.
- Elle contribue à décentraliser le pouvoir dans la société, préparant ainsi l'établissement durable d'une société plus démocratique.

Les voies de la lutte non-violente

Comme les moyens militaires, la défiance politique peut être utilisée dans différents buts: en vue de pousser l'adversaire à faire telle ou telle chose.

Cependant, la défiance politique s'opère par d'autres voies que celles de la violence. La lutte non-violente est un moyen beaucoup plus complexe et multiforme. Son arsenal

inclut des armes de nature psychologique, sociale, économique et politique qui sont maniées par la population et les institutions sociales. On parle de protestations, de grèves, de non-coopération, de boycotts, de désaffection ou de pouvoir du peuple. Elles s'appuient sur ce besoin vital des gouvernements de disposer de la coopération, de la soumission et de l'obéissance de la population et des institutions sociales. La défiance politique, contrairement à la violence, sert justement à tarir ces sources de leur pouvoir.

Les armes non-violentes et la discipline non-violente

L'erreur commune des campagnes de défiance politique improvisées a été de miser uniquement sur une ou deux méthodes, telles que les grèves et les manifestations de masse. En fait, il existe une multitude de méthodes qui permettent aux stratèges des organisations de résistance de concentrer ou de disperser le mouvement en fonction des besoins.

Près de 200 méthodes spécifiques d'action non-violente ont été identifiées et il y en a certainement d'autres. Elles sont classées en trois larges catégories :

- A. la protestation et la persuasion,
 - (a) comprend des manifestations symboliques, ce qui inclut les parades, marches et veillées (54 méthodes).
- B. la non-coopération,
 - (a) non-coopération sociale (16 méthodes),
 - (b) non-coopération économique, ce qui inclut les boycotts (26 méthodes) et les grèves (23 méthodes),
 - (c) non-coopération politique (38 méthodes).
- C. l'intervention.
 - (a) inclut des moyens psychologiques, physiques, sociaux ou politiques tels que le jeûne, l'occupation non-violente et le gouvernement parallèle (41 méthodes).

Une liste de 198 méthodes de ce type se trouve dans l'Annexe de la publication originale.

L'utilisation d'un nombre considérable de ces méthodes – soigneusement sélectionnées, appliquées avec persévérance et à grande échelle, choisies dans le cadre d'une stratégie judicieuse, avec des tactiques appropriées, et mises en œuvre par des civils formés – risque fort de créer des problèmes graves à n'importe quel régime illégitime. Cela est valable pour toutes les dictatures.

Certaines méthodes de lutte non-violente exigent des gens qu'ils n'agissent pas comme à leur habitude, d'autres méthodes de lutte non-violente permettent au contraire de vivre quasiment comme d'habitude. Par exemple, aller au travail normalement au lieu de faire grève mais travailler plus lentement ou inefficacement. On peut protéger les enfants de la propagande officielle par l'éducation à la maison ou par des classes illégales.

La similitude de ce type d'actions avec celles de la vie courante, et en tout cas leur faible différence avec des activités habituelles, facilite pour beaucoup de gens la participation à la lutte de libération.

Toute forme de violence, même limitée, durant une campagne de défiance politique sera contre-productive car elle déplacera le combat sur le terrain militaire où le dictateur a un avantage écrasant. La discipline non-violente est une clé du succès et doit être maintenue en dépit des provocations et brutalités des dictateurs et de leurs agents. La discipline non-violente est également très importante pour le processus de jiu-jitsu politique. Dans celui-ci, les brutalités criantes du régime contre des résistants manifestement non-violents se retournent contre les dictateurs en provoquant des dissensions dans leurs propres rangs, tout en suscitant le soutien dans la population générale, chez les partisans habituels du régime, et à l'extérieur du pays.

L'histoire nous montre que si la défiance politique entraîne des morts et des blessés, elle fait beaucoup moins de victimes que la résistance armée. De plus, la défiance politique ne contribue pas au cycle infini de tueries et de brutalités.

La lutte non-violente nécessite, et tend à produire dans la population, un abandon (ou meilleur contrôle) de la crainte du gouvernement et de sa répression violente. Cet abandon ou ce meilleur contrôle de la peur est un élément clé de la destruction du pouvoir des dictateurs sur la population générale.

Transparence, secret et exigences de comportement

Le secret, la fraude et la conspiration clandestine posent des problèmes très difficiles à un mouvement d'action non-violente. Du point de vue du mouvement, le secret n'est pas seulement enraciné dans la peur, mais contribue à la peur, ce qui décourage la résistance et réduit le nombre de participants à certaines actions. Le maintien de hauts standards de comportement dans l'action non-violente s'impose à chaque étape du conflit. Il s'agit notamment de la constance, du courage et du maintien de la discipline non-violente. Il faut aussi tenir compte du fait qu'un grand nombre de personnes peuvent être fréquemment appelées à effectuer des changements particuliers. Pour disposer d'une telle quantité de personnes fiables, il importe de maintenir à haut niveau les standards de comportement dans le mouvement.

Faire changer les relations de pouvoir

Les stratèges doivent se souvenir que les conflits impliquant la défiance politique sont un terrain de lutte changeant constamment par un jeu continu de mouvements et de contre-mouvements. Rien n'est statique. Les relations de pouvoir absolu ou relatif, sont sujettes à des changements constants et rapides. Cela est rendu possible par les résistants qui maintiennent l'attitude non-violente malgré la répression.

La forme non-violente, courageuse et disciplinée de la résistance face aux brutalités du dictateur peut susciter malaise, mécontentement, perte de confiance et même, dans des cas extrêmes, des mutineries au sein des troupes et des populations a priori acquises au dictateur. Cette résistance peut même entraîner une condamnation plus nette de la dictature par la communauté internationale. De même, la persévérance, l'intelligence et la discipline dans l'usage de la défiance politique peuvent augmenter la participation du peuple à la résistance alors qu'en temps normal, par son silence, celui-ci apporterait un soutien tacite au dictateur ou resterait neutre dans le conflit.

Quatre mécanismes du changement.

La lutte non-violente produit le changement de quatre manières différentes.

1. Le premier mécanisme se révèle le moins fréquent, bien qu'il se soit déjà produit. Lorsque les membres du groupe adverse sont émus par la souffrance que la répression fait subir à des résistants courageux et non-violents, ou lorsqu'ils sont rationnellement convaincus que la cause des résistants est juste, ils peuvent alors en venir à accepter les objectifs des résistants. Ce mécanisme est appelé *conversion*. Bien que de tels cas existent, ils sont rares, et dans la plupart des conflits, cela ne se produit pas du tout ou en tout cas pas à grande échelle.

Beaucoup plus souvent, la lutte non-violente opère en changeant la configuration du conflit ainsi que la société, si bien que le camp adverse ne peut absolument plus faire ce qu'il souhaiterait. C'est ce changement-là qui produit les trois autres mécanismes : *l'accommodement*, la *coercition non-violente* et la *désintégration*. Le fait que l'un se produise plutôt que l'autre dépend du niveau d'accaparement des relations de pouvoir par les démocrates.

2. Si les questions en jeu ne sont pas fondamentales, si les exigences de l'opposition lors d'une campagne limitée ne sont pas considérées comme menaçantes et si le rapport de forces a suffisamment modifié les relations de pouvoir, le conflit peut se terminer par un accord, un abandon réciproque de certaines exigences ou un compromis. Ce mécanisme est appelé *l'accommodement*. Bien des grèves sont résolues de cette manière, quand les deux parties atteignent une part, mais pas la totalité de leurs objectifs. Un gouvernement peut percevoir un tel accord comme positif, désamorçant les tensions, donnant l'impression « d'équité » ou redorant l'image du régime. Il importe donc de prendre grand soin du choix des problèmes sur lesquels

une entente par accommodement est acceptable. La lutte pour abattre une dictature n'est pas de ceux-là.

3. La lutte non-violente peut être beaucoup plus puissante que lorsqu'elle enclenche des mécanismes de conversion ou d'accommodement. La non-coopération de masse et la défiance peuvent changer les situations sociales et politiques, et plus spécialement les relations de pouvoir, au point que le dictateur perd de fait toute capacité à contrôler les processus politiques, économiques et sociaux du gouvernement et de la société. Les forces militaires de l'adversaire peuvent devenir si peu fiables qu'elles n'obéissent même plus aux ordres de répression contre les résistants. Bien que leurs chefs restent en place et poursuivent leurs buts initiaux, leur capacité d'agir efficacement leur a été enlevée. Cela se nomme la *coercition non-violente*.
4. Dans quelques situations extrêmes, les conditions qui produisent la coercition vont encore plus loin. Les dirigeants adverses perdent de fait toute capacité d'agir et leur propre structure de pouvoir s'effondre. La maîtrise de soi, la non-coopération et la défiance des résistants deviennent si complètes que leurs adversaires ne font même plus semblant de les contrôler. L'administration refuse d'obéir à ses chefs. Les troupes et la police se mutinent. Les soutiens du régime et la population abandonnent les dirigeants et leur dénie tout droit de gouverner. Ainsi, ces derniers ne sont plus obéis ni assistés. Le quatrième mécanisme de changement, la *désintégration* du système de l'adversaire, est si complet que les chefs n'ont même plus assez de force pour capituler. Le régime tombe en morceaux.

Pour planifier les stratégies de libération, il faut garder à l'esprit ces quatre mécanismes. Ils opèrent parfois de manière aléatoire, toutefois, le choix d'un ou de plusieurs de ces mécanismes comme moyen de faire évoluer un conflit permettra de définir des stratégies qui se renforceront mutuellement. Le choix de ce ou de ces mécanismes dépend de plusieurs facteurs, parmi lesquels l'état du pouvoir absolu et relatif entre groupes concurrents, ainsi que les attitudes et objectifs des résistants non-violents.

Les effets démocratisants de la défiance politique

À la différence des sanctions violentes, qui ont des effets centralisateurs, l'utilisation des techniques de lutte non-violente contribue de différentes manières à la démocratisation de la société politique.

Voici quelques-uns des nombreux effets démocratisant positifs de la lutte non-violente :

- L'expérience peut rendre la population plus confiante en elle-même pour défier le régime, ses menaces et son appareil répressif.
- Fournit les moyens de non-coopération et de défiance par lesquels la population peut résister au contrôle antidémocratique de n'importe quel groupe dictatorial.

- Contribue à affirmer la pratique des libertés démocratiques comme la liberté de parole, de presse, de rassemblement et des organisations indépendantes face à des contrôles répressifs.
- Contribue fortement à la survie, à la renaissance, ou au renforcement des groupes indépendants et des institutions sociales, comme nous l'avons déjà vu. C'est important pour la démocratie car ils permettent de mobiliser le potentiel de pouvoir de la société et d'imposer des limites au pouvoir de dictateurs en puissance.
- Donne à la population des moyens d'exercer son pouvoir contre une police répressive et l'action militaire d'un gouvernement dictatorial.
- Fournit des méthodes grâce auxquelles la population et les institutions indépendantes peuvent, au nom de la démocratie, restreindre ou tarir les sources de pouvoir des dirigeants en place et, ainsi, menacer leur potentiel de domination.

La complexité du combat nonviolent

Comme nous l'avons vu, la lutte non-violente est une technique complexe d'action sociale qui comprend une multitude de méthodes, un éventail de mécanismes de changements, et qui requiert des comportements spécifiques. Pour être efficace, spécialement contre une dictature, la défiance politique exige une planification et une préparation soigneuse. Les participants potentiels devront comprendre ce qui leur est demandé. Les ressources devront être disponibles. Et les stratèges devront avoir analysé les moyens de lutte non-violente les plus efficaces. Nous allons maintenant placer notre attention sur cette dernière partie, qui est cruciale: la nécessité de la planification stratégique.

SIX

LA NÉCESSITÉ DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Bien que la spontanéité ait des côtés positifs, elle a souvent des inconvénients. Fréquemment, les résistants démocratiques n'avaient pas prévu la brutalité de la réaction de la dictature. Ils en souffrirent profondément et la résistance s'effondra.

Une planification réaliste

À l'avenir, la spontanéité de l'action populaire jouera sans doute un rôle important dans le début des luttes contre les dictatures. Néanmoins, il est maintenant possible de définir rationnellement, analytiquement et à l'avance la façon la plus efficace d'abattre une dictature, d'évaluer le moment où la situation politique et l'humeur de la population se prêteront à la mise en œuvre du plan. On doit aussi choisir la façon d'initier la campagne. Une réflexion approfondie, basée sur une évaluation réaliste de la situation et des capacités de la population est indispensable pour choisir les voies efficaces qui mèneront à la libération dans les circonstances présentes.

La planification stratégique augmente la probabilité de mobiliser toutes les ressources disponibles ainsi que l'efficacité de leur utilisation. C'est particulièrement vrai pour un mouvement démocratique – aux ressources matérielles limitées et exposé au danger – qui essaie d'abattre une dictature puissante. « Planifier une stratégie » signifie ici étudier et déterminer les moyens d'action qui permettront d'aller le plus sûrement de la situation présente à la situation désirée, c'est-à-dire, pour nous, de passer d'une dictature à un système démocratique.

Mais une simple stratégie globale qui limiterait ses objectifs à la simple disparition de la dictature risquerait de produire un autre tyran.

Les obstacles à la planification

Certains défenseurs de la liberté ne se servent pas de tous leurs moyens pour parvenir à la libération. Ces dirigeants ne reconnaissent que rarement l'extrême importance d'une planification stratégique bien préparée. Du coup ils la négligent. Leur schéma habituel est simplement de réagir aux initiatives de la dictature. L'opposition se trouve alors toujours sur la défensive et cherche à maintenir quelques libertés limitées ou quelques bastions. Au mieux, elle tente de ralentir la progression des contrôles dictatoriaux ou de perturber la mise en œuvre des nouvelles politiques du régime.

Une action basée sur la « brillante idée » de quelqu'un a ses limites. On a plutôt besoin d'actions basées sur une réflexion sérieuse, sur la prise en compte de « l'étape suivante » qui sera nécessaire pour abattre le dictateur. Sans analyse stratégique, les meneurs de la résistance ne savent pas très bien ce que devrait être l'étape suivante, par manque d'études sérieuses des chemins de la victoire et de ses étapes spécifiques. La créativité et les bonnes idées sont très importantes, mais elles doivent être utilisées dans le but de faire avancer la situation stratégique des forces démocratiques.

Étant très au fait de la multitude d'actions qui pourraient être entreprises contre la dictature, mais ne sachant par lesquelles commencer, certains conseilleront de « faire tout

à la fois ». Cela serait plus facile, mais n'est évidemment pas possible, notamment pour les mouvements relativement faibles.

Certains considèrent la planification comme une perte de temps romantique ou un exercice futile. Un peuple en lutte pour la liberté contre une dictature bien établie est souvent confronté à des forces militaires et à une police si puissantes que le dictateur leur paraît jouir d'un potentiel d'action illimité. En l'absence d'espoir réel, ces gens se mettent néanmoins à défier la dictature par principe et peut-être pour l'Histoire.

Quatre termes importants de la planification stratégique

Afin de mieux réfléchir de manière stratégique, nous devons clarifier le sens de quatre termes fondamentaux.

La **stratégie globale** est la conception qui coordonne et dirige l'utilisation de toutes les ressources disponibles et nécessaires (économiques, humaines, morales, politiques, organisationnelles, etc.) pour un groupe cherchant à atteindre ses objectifs dans un conflit.

La stratégie globale, en se concentrant sur les objectifs et les ressources du groupe en conflit, détermine la technique d'action la plus appropriée dans un conflit (comme la guerre militaire conventionnelle ou la lutte non-violente).

Pour programmer la stratégie globale, les chefs de la résistance doivent évaluer et prévoir les types de pressions et d'influences qui devront être utilisées pour peser sur l'adversaire. De plus, la stratégie globale doit définir la nature des conditions propices au lancement des éventuelles campagnes de résistance, ainsi que leur déroulement dans le temps.

La stratégie globale met en place le cadre fondamental dans lequel s'inséreront des stratégies de lutte plus limitées. Elle répartit les grandes tâches et alloue les ressources aux différents groupes.

Les **tactiques** et les **méthodes d'action** sont utilisées pour mettre en œuvre les stratégies. La tactique est l'art d'utiliser ses forces de la manière la plus habile dans un cadre limité. Une tactique est une action limitée employée pour atteindre un objectif restreint. Les gains tactiques qui ne contribuent pas à la progression vers les objectifs stratégiques pourraient à la longue être un gaspillage d'énergie.

Une tactique s'inscrit donc dans une chaîne d'actions limitée et s'insère dans la stratégie, de la même manière qu'une stratégie s'insère dans la stratégie globale. Les tactiques s'inscrivent toujours dans la lutte, alors que les stratégies se rapportent à des considérations plus larges. Les tactiques s'appliquent sur des périodes plus courtes que

les stratégies, ou dans des secteurs plus petits (géographiques, institutionnels, etc.). Elles sont mises en œuvre par un nombre limité de personnes pour des objectifs limités.

Le développement d'un plan stratégique de lutte non-violente responsable et efficace dépend de la formulation et de la sélection rigoureuse de la stratégie globale, des stratégies, des tactiques et des méthodes.

La principale leçon à retenir de cette discussion est la suivante. Pour se libérer d'une dictature il faut une planification stratégique rigoureuse qui mette en œuvre toutes nos capacités intellectuelles. L'incapacité à mener une planification intelligente peut conduire au désastre, alors qu'un travail intellectuel efficace permet une utilisation judicieuse des ressources disponibles pour porter la société vers la liberté et la démocratie.

SEPT

LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Les stratèges auront à répondre à plusieurs questions fondamentales, celles-ci en particulier :

- Quels sont les obstacles principaux à la liberté ?
- Quels sont les facteurs qui facilitent la progression vers la liberté ?
- Quels sont les principaux points forts de la dictature ?
- Quelles sont les différentes faiblesses de la dictature ?
- Jusqu'à quel point les sources du pouvoir dictatorial sont-elles vulnérables ?
- Quels sont les points forts des forces démocratiques et de la population en général ?
- Quelles sont les faiblesses des forces démocratiques ? Et comment les corriger ?
- Quel est le statut des tierces parties, non directement impliquées dans le conflit, qui participent déjà ou pourraient participer, soit du côté du dictateur soit du côté démocratique ? Et, si elles venaient à être impliquées, de quelle manière pourraient-elles l'être ?

Choix des moyens

Au niveau de la stratégie globale, les décideurs devront choisir les principaux moyens de lutte à employer dans le conflit à venir. Ils devront évaluer les mérites et les limites

des différentes techniques de combat comme la lutte armée, la guérilla, la défiance politique, etc.

Planifier pour la démocratie

Il faut se souvenir que l'objectif de la stratégie globale contre une dictature n'est pas simplement d'anéantir les dictateurs mais d'installer un système démocratique et de rendre impossible l'émergence d'une nouvelle dictature.

Afin d'atteindre ces objectifs, il faudra choisir les moyens de lutte susceptibles de contribuer à un changement de la répartition du pouvoir effectif dans la société. Sous la dictature, le gouvernement était trop fort alors que la population et les institutions civiles étaient trop faibles. Sans évolution de ce déséquilibre, un nouveau groupe de dirigeants peut, s'il le souhaite, être tout aussi dictatorial que l'ancien : une révolution de palais ou un coup d'État ne seront donc pas les bienvenus.

L'assistance extérieure

Lors de la préparation de la stratégie globale, il faut évaluer les rôles respectifs de la résistance interne et des pressions externes pour désintégrer la dictature. Nous avons expliqué que les forces essentielles de la lutte devaient provenir de l'intérieur même du pays. S'il devait arriver une aide internationale, celle-ci ne pourrait être stimulée que par la résistance interne.

La formulation d'une stratégie globale

Après évaluation de la situation, des moyens choisis et du rôle de l'assistance extérieure, les stratèges devront esquisser dans les grandes lignes la meilleure manière de conduire les opérations. Ce large plan doit partir du présent et aller jusqu'à la libération future et la mise en place d'un système démocratique.

Les stratèges devront se poser de nombreuses questions :

Comment pourrait commencer au mieux ce long combat ? Comment donner à la population opprimée une confiance en soi et une force suffisantes pour affronter la dictature, même initialement de manière limitée ? Comment pourrait augmenter progressivement avec le temps et l'expérience, la capacité de la population à appliquer la défiance politique et la non-coopération ? Quels pourraient être les objectifs d'une série de campagnes limitées visant à rétablir un contrôle démocratique sur la société et à limiter l'emprise de la dictature ?

Existe-t-il des institutions indépendantes qui ont survécu à la dictature et qui pourraient être utilisées dans le combat pour la liberté ? Quelles sont les institutions de la société qui pourraient être soustraites du contrôle du dictateur, ou qui pourraient être

créées par les démocrates en vue de répondre à leurs besoins et d'établir des sphères de démocratie alors même que la dictature est toujours en place ?

Comment développer les capacités organisationnelles de la résistance? Comment former des participants ? Quels moyens (financiers, logistiques, etc.) seront nécessaires tout au long de la lutte ? Quelle symbolique sera la plus à même de mobiliser la population ?

Par quelles sortes d'actions et suivant quelles étapes pourra-t-on graduellement affaiblir puis tarir les sources du pouvoir des dictateurs ? Comment la population résistante pourra-t-elle à la fois persister dans sa défiance et maintenir la discipline non-violente indispensable ? Comment la société pourra-t-elle continuer à faire face à ses besoins élémentaires durant la période de lutte ? Comment maintenir l'ordre social durant cette période ? Lorsqu'on approchera de la victoire, comment la résistance pourra-t-elle construire les bases institutionnelles de la nouvelle société afin que la transition soit aussi douce que possible ?

Une fois la stratégie globale bien planifiée, il est judicieux de la faire largement connaître. Les personnes appelées à participer en grand nombre seront d'autant plus motivées et capables d'agir qu'elles auront compris les idées générales et les instructions spécifiques. Cette connaissance peut avoir un effet très positif sur le moral, la volonté de participer et d'agir de manière appropriée. Dans tous les cas, le schéma général de la stratégie globale sera connu des dictateurs et cela peut les conduire à réduire la brutalité de leur répression, sachant que celle-ci peut se retourner politiquement contre eux. La connaissance des caractéristiques particulières de la stratégie globale peut aussi contribuer à susciter des dissensions et des défections dans le propre camp des dictateurs.

Planification des campagnes stratégiques

La stratégie globale mise au point pour abattre la dictature et instaurer la démocratie, si sage et prometteuse soit-elle, ne va pas s'engager toute seule. Des stratégies particulières devront être développées pour encadrer des campagnes importantes qui visent à saper les fondements du pouvoir du dictateur. Ces stratégies vont elles-mêmes incorporer et définir un choix d'engagements tactiques qui viseront à frapper le régime de coups décisifs. Les tactiques et les méthodes d'action doivent être choisies avec soin afin qu'elles contribuent à réaliser les objectifs de chaque stratégie particulière. Ici, la discussion se situe uniquement au niveau de la stratégie.

En planifiant les stratégies pour les campagnes spécifiques et sélectives de résistance, et toujours dans l'esprit d'un combat de libération à long terme, les stratèges de la défiance politique devront considérer différents enjeux et problèmes. En voici certains, parmi d'autres :

- Déterminer les objectifs spécifiques de la campagne et leur contribution au développement de la stratégie globale.
- Réfléchir aux méthodes et aux armes politiques qui peuvent être utilisées pour appliquer au mieux les stratégies retenues. À l'intérieur de chaque grand plan pour une campagne stratégique particulière, il faudra déterminer quels plans tactiques moins importants, impliquant l'emploi de méthodes d'actions spécifiques, pourraient être utilisés pour faire pression sur les sources du pouvoir de la dictature et ainsi les réduire. Il faut garder à l'esprit que le fait d'atteindre des objectifs majeurs n'est que le résultat de petits pas distincts, soigneusement choisis et effectués.
- Déterminer si, ou bien comment, les questions économiques doivent être rattachées à une lutte essentiellement politique. Si elles sont prépondérantes, il faudra veiller à ce que les griefs économiques trouvent une issue à la fin de la dictature. Sinon, la désillusion et le mécontentement s'installeront si des solutions rapides ne sont pas trouvées durant la période de transition démocratique. Une telle désillusion faciliterait le retour de forces dictatoriales promettant la fin des problèmes économiques.
- Déterminer à l'avance le type de structure de commandement et de système de communication qui sera le plus à même d'initier la lutte. Quels processus de prise de décision et de communication seront mis en place au cours du combat afin de guider constamment les résistants et la population en général ?
- Prévoir les formes des médias d'information de la résistance en direction de la population, des forces du dictateur et de la presse internationale. Les déclarations et les reportages doivent être strictement basés sur des faits. Les exagérations et les déclarations sans fondement mineraient la crédibilité de la résistance.
- Planifier, afin de donner au peuple confiance en lui-même, des activités constructives de nature sociale, éducative, économique et politique, qui satisfont les besoins du peuple pendant la durée du conflit. De tels projets peuvent être menés par des personnes qui ne sont pas engagées directement dans les activités de résistance.
- Déterminer à l'avance le genre d'assistance extérieure qui serait souhaitable pour soutenir telle ou telle campagne particulière ou la lutte générale de libération. Comment mobiliser et utiliser au mieux l'aide extérieure sans dépendre de facteurs externes instables ? Il faut prêter attention à des groupes extérieurs qui peuvent être susceptibles d'aider le mouvement et de mener une action appropriée, comme les organisations non gouvernementales (mouvements sociaux, groupes religieux ou politiques, syndicats ouvriers, etc.), les gouvernements et/ou les Nations Unies et ses différents corps.

De plus, les stratèges de la résistance doivent prendre des mesures pour maintenir l'ordre et faire face par leurs propres moyens à des besoins sociaux durant la phase de résistance de masse contre les contrôles dictatoriaux. Cela contribuera non seulement à créer des structures alternatives démocratiques et indépendantes et à satisfaire des besoins réels, mais réduira du même coup la crédibilité des prétentions à la répression

brutale pour mettre fin au désordre et à l'anarchie.

Propager l'idée de non-coopération

Pour assurer le succès de la défiance politique contre une dictature, il est essentiel que la population saisisse la notion de non-coopération. Comme le montre l'histoire du «Maître singe» (chapitre trois), l'idée de base est simple : si un nombre suffisant de subordonnés refusent de coopérer pendant suffisamment longtemps malgré la répression, le système oppressif s'affaiblit et, finalement, s'effondre.

Malgré les difficultés et dangers inhérents à la communication d'idées, de nouvelles et d'instructions pour la résistance en période de dictature, les démocrates ont maintes fois prouvé que ces activités étaient possibles. Même sous les régimes nazis et communistes, il fut possible pour les résistants de communiquer, non seulement avec d'autres individus mais avec le grand public par la production de journaux illégaux, de pamphlets, de livres et, plus récemment, de cassettes audio et vidéo.

Grâce au plan stratégique préalable, les instructions générales pour la résistance peuvent être préparées et propagées. Elles peuvent indiquer les cas dans lesquels la population doit protester et refuser de coopérer, et comment cela pourrait se faire.

Répressions et contre-mesures

Les programmeurs de la stratégie doivent évaluer les réponses et répressions probables, en particulier les seuils au-delà desquels se déchaîne la violence de la dictature. Il sera nécessaire de savoir comment supporter, neutraliser ou éviter cette possible répression sans se soumettre. Dans certains cas particuliers, une bonne tactique serait de prévenir la population et les résistants de la possibilité de la répression afin qu'ils connaissent les risques de leur participation. Si la répression risque d'être sérieuse, il faut avoir prévu une assistance médicale pour les résistants blessés.

L'adhésion au plan stratégique

Lorsqu'un solide plan stratégique est en place, les forces démocratiques ne doivent pas se laisser distraire par des actes mineurs du dictateur, qui tentera de les éloigner de la stratégie globale ou d'une stratégie particulière en les poussant à se concentrer sur des questions sans importance. De même, les forces démocratiques ne doivent pas s'attarder sur des émotions passagères qui pourraient être causées par de nouvelles atrocités de la dictature, et qui risqueraient de les distraire de la poursuite de leurs stratégies. Ces brutalités peuvent avoir été perpétrées précisément pour inciter les démocrates à abandonner leur plan bien conçu et à commettre des actes violents afin que les dictateurs puissent plus facilement les vaincre.

HUIT

APPLICATION DE LA DÉFIANCE POLITIQUE

Dans les situations où les gens se sentent impuissants et effrayés, il est important que les tâches qui leur sont initialement confiées présentent peu de risques, leur apparaissent constructives et les mettent en confiance. Ce genre d'actions – par exemple porter des vêtements de manière inhabituelle – donne au public l'occasion de marquer sa différence d'opinion et de participer de manière significative à des actes de dissidence. Dans d'autres cas, un sujet non politique et apparemment mineur – comme assurer la sécurité d'approvisionnement en eau – peut devenir le point de fixation des actions d'un groupe. Les stratèges doivent choisir une cause dont les mérites seront largement reconnus et difficiles à rejeter. Le succès de telles campagnes limitées devrait non seulement résoudre un problème, mais aussi convaincre la population qu'elle possède un vrai pouvoir.

La plupart des stratégies de campagnes à long terme ne doivent pas viser à la chute rapide de la dictature mais plutôt à atteindre des objectifs limités. De même, toutes les campagnes ne nécessitent pas la participation de toute la population.

La résistance sélective

Lors des premières étapes de la lutte, des campagnes séparées avec différents objectifs spécifiques peuvent être très utiles. De telles campagnes sélectives peuvent se succéder. Parfois, deux ou trois peuvent se dérouler simultanément.

En planifiant une stratégie de «résistance sélective», il est nécessaire d'identifier des questions ou des griefs qui symbolisent l'oppression générale de la dictature. De telles questions peuvent devenir les cibles appropriées pour des campagnes qui permettront de gagner des objectifs stratégiques intermédiaires, s'insérant bien sûr dans la stratégie globale.

Les stratégies de résistance sélective devraient se concentrer essentiellement sur des questions spécifiques d'ordre social, économique ou politique. Elles peuvent être choisies en vue de maintenir une part du système social et politique hors du contrôle du dictateur, afin de regagner des parts actuellement sous son contrôle, ou encore afin de

l'empêcher d'atteindre un objectif particulier. Si possible, comme nous l'avons déjà dit, la campagne de résistance sélective devrait aussi frapper un ou plusieurs points faibles de la dictature.

Les stratèges doivent planifier très tôt les stratégies pour leur première campagne. Quels seront ses objectifs limités ? Comment contribueront-ils à la réalisation de la stratégie globale retenue ? Si possible, il est sage de formuler aussi les grandes lignes des stratégies pour la deuxième et, éventuellement, la troisième campagne.

Toutes ces stratégies devront mettre en œuvre la stratégie globale et opérer selon ses lignes directrices.

Le défi symbolique

Au début d'une campagne visant à saper les fondements d'une dictature, les premières actions spécifiquement politiques peuvent avoir une portée limitée. Elles sont destinées, en partie, à tester et influencer les intentions de la population, et à la préparer à continuer la lutte par la non-coopération et la défiance politique.

L'action initiale peut prendre la forme d'une protestation symbolique ou d'un acte symbolique de non-coopération, limité ou temporaire. S'il y a peu de volontaires pour agir, le premier acte peut consister par exemple à mettre des fleurs à un emplacement symbolique. Par contre, si le nombre de volontaires est très important, on peut observer une pause de cinq minutes dans toutes les activités ou pratiquer plusieurs minutes de silence.

Distribuer la responsabilité de la lutte

Lors d'une campagne de résistance sélective, le poids de la lutte est normalement supporté par une ou plusieurs sections de la population. Lors de la campagne suivante, avec un autre objectif, le fardeau de la lutte est déplacé vers d'autres groupes de population. Par exemple, des étudiants peuvent mener des grèves concernant des questions d'éducation, des dirigeants religieux et des croyants peuvent se concentrer sur une affaire liée à la liberté religieuse. Parallèlement, les cheminots peuvent se mettre à obéir scrupuleusement aux règles de sécurité afin de ralentir tout le système de transport. Des journalistes peuvent défier la censure en laissant des espaces vides là où des articles interdits auraient dû apparaître.

La résistance sélective est tout spécialement importante pour défendre l'existence et l'autonomie des groupes et des institutions politiques, économiques et sociaux indépendants hors du contrôle de la dictature. Leur importance a été discutée précédemment. Ces centres de pouvoir fournissent les bases institutionnelles à partir

desquelles la population peut faire pression ou résister aux contrôles de la dictature. Durant la lutte, ils risquent d'être parmi les premières cibles de la dictature.

Viser le pouvoir du dictateur

Tandis que la lutte à long terme se développe au-delà des stratégies initiales vers des étapes plus avancées et plus ambitieuses, les stratèges doivent calculer la manière de restreindre encore les sources de pouvoir des dictateurs. Le but est de se servir de la non-coopération populaire pour créer une nouvelle situation stratégique plus avantageuse pour les forces démocratiques.

Alors que les forces de la résistance démocratique deviennent de plus en plus puissantes, les programmeurs mettent en place des stratégies de non-coopération et de défiance politique plus ambitieuses qui permettent de tarir plus encore les sources de pouvoir de la dictature. Le but est de créer une paralysie politique croissante et, finalement, de désintégrer de la dictature elle-même.

Changements de stratégie

Les stratèges de la défiance politique devront sans cesse évaluer la mise en œuvre de la stratégie globale et des stratégies de campagnes spécifiques. Il est possible, par exemple, que la lutte ne se passe pas aussi bien que prévu. Dans ce cas, il sera nécessaire de définir des changements stratégiques qui pourraient être requis.

NEUF

LA DÉSINTÉGRATION DE LA DICTATURE

Au chapitre trois, nous avons vu que l'obéissance, la coopération et la soumission étaient essentielles pour que les dictatures soient puissantes. Sans accès aux sources de pouvoir politique, le pouvoir du dictateur s'affaiblit et finalement se dissout. Les lui retirer est donc la principale action requise pour désintégrer une dictature.

Des actes symboliques de répudiation et de défiance sont au nombre des moyens disponibles pour miner *l'autorité* politique et morale du régime, sa légitimité. La désapprobation morale doit s'exprimer par des actions afin de menacer réellement

l'existence de la dictature. La rupture des relations de coopération et d'obéissance est nécessaire pour couper la disponibilité des sources du pouvoir du régime.

La seconde source importante du pouvoir se situe dans les *ressources humaines*, c'est le nombre et l'importance des personnes et groupes qui obéissent, assistent ou coopèrent avec les dirigeants.

De même, si parmi les personnes et groupes qui refusent de coopérer on trouve ceux qui fournissaient auparavant des *compétences et connaissances* spécialisées, alors les dictateurs verront leur capacité d'imposer leur volonté sérieusement réduite.

Si l'on affaiblit les influences psychologiques et idéologiques – appelées *facteurs intangibles* – qui normalement conduisent les gens à obéir ou assister les dirigeants, la population aura tendance à désobéir et à ne plus coopérer.

L'accès des dictateurs aux *ressources matérielles* aussi affecte directement leur pouvoir : les ressources financières, le système économique, la propriété, les ressources naturelles, les transports et les moyens de communication... les grèves, les boycotts, et une plus grande autonomie de l'économie, des communications et des transports affaibliront le régime.

Comme nous l'avons vu, la capacité des dictateurs à menacer ou appliquer des *sanctions* – punitions contre les éléments agités, désobéissants et non coopératifs de la population – est une source centrale du pouvoir. Elle peut être affaiblie de deux manières. D'abord si la population est préparée, comme dans une guerre, à affronter des conséquences sérieuses et à payer le prix de la défiance, l'efficacité des sanctions disponibles sera fortement réduite (puisque la répression des dictateurs n'apportera pas de soumission). Deuxièmement, si la police et les forces militaires elles-mêmes se désolidarisent du régime, elles peuvent, individuellement ou massivement, ignorer ou carrément défier les ordres d'arrêter, de battre ou de tirer sur des résistants. Si les dictateurs ne peuvent plus compter sur la police et les forces militaires pour assurer la répression, leur système se trouvera fortement menacé.

En résumé, le succès contre une dictature bien établie et défendue exige le recours à la non-coopération et à la défiance, ceci afin de réduire puis de retirer les sources de pouvoir du régime. Sans une constante ré-alimentation des sources indispensables de son pouvoir, la dictature s'affaiblit et finalement se désintègre.

L'escalade vers la liberté

Associée à la défiance politique lors de la phase de résistance sélective, la montée en puissance d'institutions sociales, économiques, culturelles ou politiques augmente progressivement « l'espace démocratique » de la société et réduit l'espace contrôlé par la dictature.

En renforçant les institutions civiles face aux dictateurs, une société indépendante se construit hors de leur contrôle. Si la dictature intervient pour arrêter cette escalade vers la liberté, la lutte non-violente peut alors être mise en œuvre pour défendre l'espace nouvellement gagné et la dictature devra faire face à un nouveau front de lutte.

À la longue, cette combinaison de résistance et de construction institutionnelle peut mener de facto à la liberté, par l'effondrement de la dictature et l'instauration formelle d'un système démocratique incontestable établi sur un changement fondamental des relations de pouvoir à l'intérieur de la société.

Même lorsque le régime occupe encore les positions gouvernementales, il est parfois possible d'organiser un « gouvernement parallèle » démocratique. Celui-ci opère alors de plus en plus comme un gouvernement rival qui reçoit de la population et des institutions de la société leur loyauté, leur complaisance et leur coopération. Par conséquent, la dictature est de plus en plus dépourvue de ces caractéristiques gouvernementales. Finalement, le gouvernement démocratique parallèle peut pleinement remplacer le régime dictatorial dans une transition vers un système démocratique. En temps voulu, une constitution sera adoptée et des élections assureront le changement.

La désintégration de la dictature

Tandis que s'effectue la transformation institutionnelle de la société, le mouvement de défiance et de non-coopération peut monter en puissance. Les stratèges des forces démocratiques doivent réfléchir très tôt à ce moment où les forces démocratiques peuvent aller au-delà de la résistance sélective et se lancer dans la défiance massive. Dans la plupart des cas, créer, construire et élargir les capacités de résistance prendra du temps. Le développement de la défiance de masse peut n'apparaître qu'après de nombreuses années. Si la défiance politique est déterminée et disciplinée pendant cette période d'escalade, les faiblesses internes de la dictature seront mises en évidence.

Les stratèges doivent être conscients que, dans certaines situations, l'effondrement de la dictature peut se réaliser très rapidement, comme en Allemagne de l'Est en 1989. Cela peut se produire lorsque les sources de pouvoir sont massivement coupées en raison du rejet de la dictature par toute la population. Ce schéma est cependant inhabituel et il vaut

mieux planifier une lutte à long terme (tout en étant préparé à l'éventualité qu'elle soit courte).

Lors de la lutte pour la libération, les victoires, même quand elles ne concernent que des questions limitées, doivent être célébrées.

La gestion responsable du succès

Ceux qui planifient la stratégie globale doivent calculer à l'avance les manières possibles et préférables dont une lutte victorieuse devrait se conclure, ceci afin d'éviter l'émergence d'une nouvelle dictature et de garantir l'établissement progressif d'un système démocratique durable.

Les démocrates devraient réfléchir à la manière dont la transition de la dictature vers le gouvernement intérimaire devrait être gérée à l'issue de la lutte. Le moment venu, il serait souhaitable d'établir rapidement un nouveau gouvernement qui fonctionne. Mais il ne s'agit pas seulement de réinstaller l'ancien avec du personnel nouveau.

Il importe de bien repérer les sections de l'ancienne structure (comme la police politique) qui doivent être supprimées à cause de leur caractère intrinsèquement antidémocratique, et celles qui peuvent être conservées et soumises plus tard à des efforts de démocratisation. Un vide gouvernemental total pourrait ouvrir la voie au chaos ou à une nouvelle dictature.

Il s'agit donc de déterminer à l'avance la politique à suivre concernant les officiels de haut rang de la dictature au moment de la désintégration du pouvoir. Par exemple, faut-il faire un procès aux dictateurs ? Peut-on les autoriser à quitter le pays définitivement ? Quelles autres options peuvent être compatibles avec la défiance politique, avec le besoin de reconstruction du pays et avec la nécessité de construire la démocratie après la victoire ? Le bain de sang doit être évité, car ses conséquences seraient dramatiques sur la solidité d'un futur système démocratique.

Au moment où la dictature s'affaiblit et s'écroule, des plans adaptés de transition vers la démocratie devraient être prêts à être mis en œuvre. De tels plans permettront d'éviter qu'un autre groupe ne s'accapare le pouvoir par un coup d'État. Des plans portant sur l'institution d'un gouvernement démocratique constitutionnel garantissant les pleines libertés individuelles et politiques sont nécessaires. Les changements durement acquis ne doivent pas être perdus faute de planification.

Le succès n'est pas garanti, il n'est jamais aisé à obtenir et rarement rapide. Il faut garder à l'esprit qu'il y a autant de guerres perdues que de guerres gagnées. Néanmoins la

défiance politique offre une réelle possibilité de victoire. Comme nous l'avons vu, celle-ci peut être rendue encore plus probable par le développement d'une stratégie globale judicieuse et d'un plan stratégique prudent, ainsi que par un dur labeur et une lutte courageuse et disciplinée.

DIX

LES FONDATIONS D'UNE DÉMOCRATIE DURABLE

La désintégration d'une dictature donne lieu, bien entendu, à une célébration importante. Malheureusement, l'heure n'est pas au relâchement de la vigilance, des précautions s'imposent encore pour éviter qu'un nouveau régime oppressif ne naisse de la période de confusion qui suit l'effondrement de l'ancien. Les dirigeants des forces démocratiques doivent avoir déjà préparé une transition en bon ordre vers la démocratie. Les structures dictatoriales doivent être démantelées. Les bases constitutionnelles et légales ainsi que les standards de comportement attendus dans une démocratie durable doivent être mis en place.

La menace d'une nouvelle dictature

Aristote nous mettait déjà en garde : « ... la tyrannie peut se transformer en tyrannie... ». L'Histoire le montre abondamment : en France (les Jacobins et Napoléon), en Russie (les Bolchéviques), en Iran (l'Ayatollah Khomeini), en Birmanie (le SLORC) et ailleurs ; l'effondrement d'un régime oppressif sera vu par certains comme une occasion se présenter comme les nouveaux maîtres.

Avant même l'effondrement de la dictature, des membres de l'ancien régime peuvent tenter de couper court à la lutte de défiance par la mise en scène d'un coup d'État sensé anticiper la victoire de la résistance populaire. Ils peuvent prétendre évincer la dictature mais ne chercher, en réalité, qu'à en imposer un modèle rénové.

Rédaction de la constitution

La mise en place du nouveau système démocratique passera par la rédaction d'une constitution qui établira la structure du gouvernement démocratique. Elle doit fixer les objectifs du gouvernement, les limites de son pouvoir, les moyens et les délais des élections par lesquelles les officiels et les législateurs seront choisis, les droits naturels du peuple et la relation du gouvernement national avec les niveaux inférieurs du pouvoir.